

*Questions orales*

milliards, 368 millions. Au niveau de la péréquation, 5 milliards, 422 millions; cette année, à 8 milliards, 115 millions. Enfin, monsieur le Président, au niveau des services publics et autres transferts, 6 milliards, du temps des Libéraux, à 9 milliards cette année. C'est donc une progression constante.

\* \* \*

[Traduction]

**L'IMMIGRATION**

**M. Tom Wappel (Scarborough-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Immigration. On a entendu dire la semaine dernière que le ministre envisageait d'abaisser encore le nombre des immigrants de la catégorie de la famille. À la différence de certains députés d'en face, je ne prends pas tout ce qui se dit dans les médias pour parole d'évangile.

Je demande donc au ministre lui-même, et non à un reporter, quelle est cette idée nouvelle. Qu'envisage-t-il pour les immigrants de la catégorie de la famille?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, à propos d'idées nouvelles, je dois dire qu'il est très bien. . .

**Une voix:** La catégorie de la famille.

**M. Valcourt:** J'y arrive. Chose certaine, nous n'allons pas les entasser dans des camps de réfugiés.

**M. Tom Wappel (Scarborough-Ouest):** Monsieur le Président, si on jugeait des actes des gens par ce qu'on en dit dans les médias, le ministre n'occuperait peut-être pas le poste qu'il a en ce moment.

L'an dernier, son prédécesseur a déposé le rapport annuel le 25 octobre et fait un grand battage autour de son un plan quinquennal. Cette année, le ministre va attendre à la toute dernière minute de la dernière journée pour remettre son rapport. Ce sont des personnes en chair et en os qui sont ici en jeu.

Pourquoi ces retards? Les nouvelles sont-elles mauvaises à ce point?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, les nouvelles ne sont peut-être pas si mauvaises, mais elles pourraient être meilleures si le député prenait la parole pour se dissocier officiellement du rapport qui semble exister déjà.

À propos de la catégorie de la famille, nous avons dit l'an dernier qu'il y aurait des restrictions parce qu'il y a eu une augmentation phénoménale du nombre des immigrants de cette catégorie. Nous tenions à garantir, au Canada, la réunification des familles, au sens que nous donnons à ce terme chez nous. Lorsque la réglementation sera publiée, le député nous remerciera de ne pas

interner ces immigrants et d'autoriser la venue d'immigrants de la catégorie de la famille.

\* \* \*

**LA JUSTICE**

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Nous avons appris, hier soir, au réseau anglais de Radio-Canada, qu'un de ses anciens ministres, M. Roch Lasalle, et un ami de celui-ci, M. Frank Majeau, avaient essayé, en 1979, d'obtenir un pot-de-vin du constructeur d'avions McDonnell Douglas pour l'attribution d'un contrat du gouvernement. La société a confirmé ce fait.

Quand le premier ministre a-t-il appris cela et était-il au courant de ce fait quand M. Frank Majeau est devenu adjoint d'un membre de son Cabinet, M. Roch Lasalle?

**L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada):** Monsieur le Président, la GRC enquête sur cette question et le gouvernement n'est pas en mesure de la commenter.

[Français]

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse justement au solliciteur général. Selon le même reportage, un agent du bureau de la GRC de Montréal aurait accompagné M. Frank Majeau à St. Louis, Missouri, lorsque ce dernier tentait de percevoir des pots de vin de la McDonnell Douglas pour un contrat du gouvernement. Est-ce que le ministre peut nous dire qui est cet agent? Était-il en devoir? Et surtout, est-il encore membre de la GRC?

**L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit en anglais, il y a une enquête. Le gouvernement ne peut pas faire de commentaires.

\* \* \*

[Traduction]

**LES PÊCHES**

**M. David D. Stupich (Nanaimo—Cowichan):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Aujourd'hui, le Sous-comité du travail et de l'emploi a adopté une motion recommandant le rétablissement du programme d'intervention d'urgence pour les travailleurs de l'industrie de la pêche en Colombie-Britannique. Dans sa motion, le comité multipartite prie aussi le ministre de l'Emploi et de l'Immigration ainsi que le ministre des Pêches et des Océans de coordonner leurs